



## SYNTHESE DES QUESTIONNAIRES SUR L'UNION EUROPÉENNE

### PROJET :

**« De marchés en marchés, l'Europ'mobile à la rencontre des citoyens mayennais »**



La Maison de l'Europe en Mayenne - Europe Direct

38, rue Noémie Hamard - F-53000 LAVAL • Tél. : +33 (0)2 43 91 02 67  
Email : [info@maison-europe-mayenne.eu](mailto:info@maison-europe-mayenne.eu) • [www.maison-europe-mayenne.eu](http://www.maison-europe-mayenne.eu)



Maison de l'Europe en Mayenne



@MaisonEurope53



Maison\_Europe\_Mayenne53



## Contexte :

La Maison de l'Europe en Mayenne a pour vocation de rapprocher l'Union européenne des citoyens. Pour cela, elle mène des actions de sensibilisation, informe les citoyens et recueille leurs opinions vis-à-vis de l'Union européenne pour les faire remonter aux institutions et aux décideurs. A cet effet, elle a conduit un projet intitulé « De marché en marché, l'Europ'mobile à la rencontre des citoyens mayennais ». Cette action a été subventionnée par la Représentation de la Commission européenne en France dans le cadre de l'appel à projets AP/COMM/PAR/2020/01.

Pendant sept semaines (du 9 juin au 24 juillet 2021), les équipes de la Maison de l'Europe en Mayenne se sont rendues sur 21<sup>1</sup> marchés couvrant l'ensemble du département, afin d'aller à la rencontre des citoyens les plus éloignés de l'information européenne. Un stand a été mis en place sur ces marchés, proposant une exposition et des jeux afin de faire découvrir aux citoyens les priorités de la Commission européenne pour la période 2019-2024. Un questionnaire, composé de quinze questions à choix multiples ou à réponses libres, a été élaboré afin de recueillir l'avis des citoyens sur ces thématiques prioritaires. Cette démarche a permis de recueillir l'avis de 466 citoyens.

La synthèse proposée ci-dessous a pour objet de retranscrire et synthétiser les avis exprimés par les citoyens sans jugement sur le contenu et de la manière la plus neutre possible. Elle est à destination de la Commission européenne et des députés européens du Grand Ouest.

---

<sup>1</sup> Cossé-le-Vivien, Bouère, Laval Cathédrale, Craon, Gorron, Montsûrs, Laval Gare, Andouillé, Meslay-du-Maine, Loiron-Ruillé, Vallaines-la-Juhel, Lassay-les-Châteaux, Louverné, Azé, Renazé, Evron, Mayenne, Ernée, Pré-en-Pail, Château-Gontier-sur-Mayenne, Ambrières-les-Vallées.





## Méthodologie :

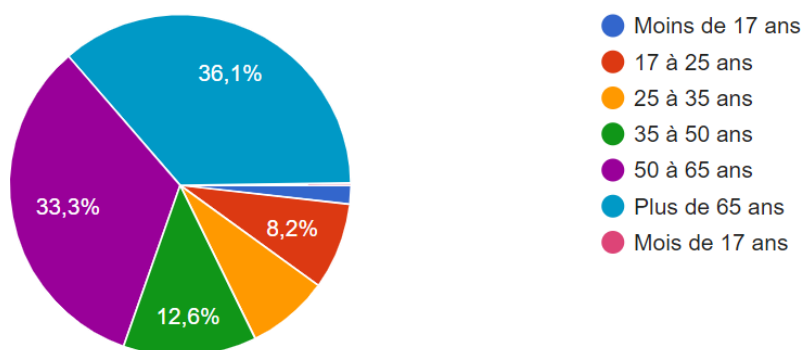
Les questionnaires ont été distribués sur les marchés et remplis de manière anonyme. Les questionnaires portaient essentiellement sur les six priorités actuelles de la Commission européenne, sur lesquelles des informations étaient disponibles sur le stand. Les questionnaires ont également permis d'interroger les citoyens sur leur sentiment d'appartenance européen, sur leur confiance dans l'avenir de l'Union européenne et sur leurs modes d'information sur ces thématiques.

Il peut être noté qu'un autre projet a été conduit par la Maison de l'Europe en Mayenne avec une démarche similaire à la même période. Des questionnaires avaient été proposés à l'occasion d'une journée festive organisée le 10 juillet par la Maison de l'Europe en Mayenne. Bien que ces questionnaires aient été différents, certaines questions étaient identiques. Une comparaison des réponses obtenues lors de ces deux projets pourra donc être effectuée. L'intérêt de cette comparaison repose dans le fait que les publics cibles des deux actions étaient différents. Le projet conduit sur les marchés a permis d'aller à la rencontre de citoyens vivant en milieu rural, mais aussi d'échanger avec les producteurs présents sur les marchés. La majorité des citoyens ayant répondu au questionnaire dans un contexte festif le 10 juillet vivaient en milieu urbain (53 % des retours obtenus sur le village européen mis en place à Laval et 47 % des retours sur les haltes mises en place près des écluses du chemin de halage de la Mayenne).

Sur les marchés, on constate que la cible principale était les personnes de plus de 50 ans, comme le montre le graphique ci-dessous :

### Quelle est votre tranche d'âge ?

451 réponses



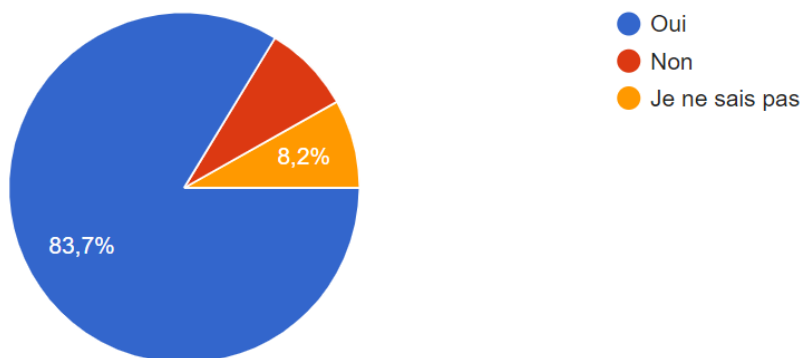
C'est pourquoi les données de certaines questions ont été traitées par tranche d'âge, notamment celles concernant les priorités d'action pour l'Union européenne.



## I. Sentiment d'appartenance européen

De façon générale, vous sentez-vous européen.ne ?

466 réponses



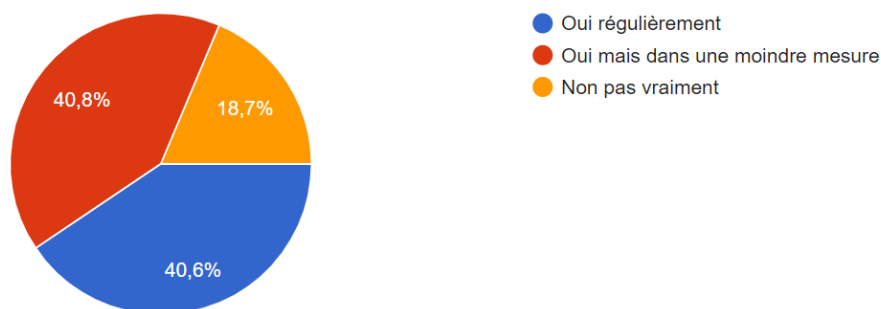
On constate que la très grande majorité des citoyens interrogés (83,7 %) ont un sentiment d'appartenance à l'Union européenne. Cette « identité européenne » se superpose à une « identité française », pour la plupart des personnes interrogées. Si l'on compare ce taux avec celui obtenu lors de l'action conduite le 10 juillet (90,7 %), on remarque une différence de 7 % dans le taux de personnes se sentant européen. Cette différence peut provenir du fait que l'éloignement vis-à-vis des questions européennes est plus important dans certaines zones rurales, ne favorisant pas l'émergence d'un sentiment d'appartenance européen. Cette donnée nous conforte dans notre volonté de mener par la suite plus d'actions dans de petites communes du département et de renforcer la visibilité des Points Europe mis en place dans le département. Ces derniers sont des relais de l'information européenne sur le territoire mayennais gérés par la Maison de l'Europe en Mayenne. Ces taux relativement élevés sont nuancés par de nombreuses marques de frustration et de scepticisme vis-à-vis de l'Union européenne, comme cela sera détaillé plus tard.

## II. Information des citoyens sur l'Union européenne

En ce qui concerne l'information des citoyens sur l'actualité européenne et des institutions européennes, une majorité des personnes interrogées dit s'informer. 40,6 % indiquent s'informer de manière régulière tandis que 40,8 % indiquent s'informer dans une moindre mesure, c'est-à-dire occasionnellement. Enfin, 18,7 % indiquent ne pas suivre du tout l'actualité européenne.

Suivez-vous l'actualité européenne et des institutions de l'UE ?

466 réponses



Parmi les modes d'information les plus utilisés des répondants on retrouve la presse (58,9 % s'informent grâce aux journaux) et la télévision (42,3 % des répondants). On constate donc que les médias traditionnels sont encore les plus utilisés par les citoyens pour s'informer. Suivent les réseaux sociaux, utilisés par 27,9 % des personnes interrogées et internet, utilisé par 22,8 % des répondants. Les médias spécialisés dans l'actualité européenne sont quant à eux connus et utilisés par 16,8 % des répondants, tandis que 10,1 % s'informent grâce à la Maison de l'Europe en Mayenne. Face à ce constat, il conviendrait d'encourager les médias traditionnels à relayer davantage d'informations en lien avec l'actualité européenne afin qu'une majorité de la population ait un accès régulier à l'information européenne.

Par ailleurs, certains répondants ont indiqué s'informer sur les actualités européennes grâce à leur réseau et au bouche à oreille. C'est pourquoi une information de qualité, vérifiée, est nécessaire pour que les informations qui circulent de manière informelle entre les citoyens soient fidèles à la réalité.





### III. Actions et priorités de l'Union européenne

L'un des objectifs du projet étant de faire connaître les priorités de la Commission européenne sur la période 2019-2024, le questionnaire proposait aux citoyens d'indiquer pour chacune des six priorités s'ils la considéraient comme « très importante », « importante » (comprendre moyennement importante) ou « peu importante ». Les six thématiques abordées étaient donc la transition écologique à travers le pacte vert, le numérique, l'Union européenne dans le monde, l'économie au service des personnes, la promotion du mode de vie européen et la démocratie européenne. Les personnes interrogées avaient également la possibilité de mentionner ne pas avoir d'opinion vis-à-vis des thématiques. Il était également possible d'ajouter des remarques libres qui seront également mentionnées dans cette partie.

Les six priorités de la Commission européenne classées par importance selon les personnes interrogées :

#### ***Une économie au service des personnes***

La thématique « Une économie au service des personnes » arrive en tête des thèmes jugés « très importants ». En effet, elle est jugée « très importante » par 50 % des répondants. Elle est jugée « importante » par 38 % des répondants et seulement 5 % la jugent « peu importante ». De plus, il s'agit de la priorité qui fait le moins l'objet d'incertitudes. Seuls 7 % des personnes indiquent ne pas avoir d'opinion, tandis que toutes les autres priorités ont entre 12 et 15 % de personnes n'ayant pas d'opinion à leur sujet.

Cette priorité arrive notamment en tête chez les personnes entre 35 et 65 ans. Elle est jugée « très importante » par 60 % des 35-50 ans. Dans toutes les tranches d'âge, au moins 48 % des personnes interrogées la considèrent « très importante » et les taux de personnes la jugeant « peu importante » sont très faibles dans toutes les catégories d'âge, étant même à 0 % chez les 25 à 35 ans.

Le fait que cette priorité arrive en tête de celles jugées très importantes par le plus grand nombre est sans surprise au vu des remarques effectuées par les citoyens interrogés sur l'Union européenne. On constate un regret de la part des citoyens de voir l'Union européenne se développer trop fortement autour de son marché unique et de son modèle économique au détriment de l'humain. Les citoyens retiennent notamment l'objectif principal lié à cette priorité : agir en faveur de l'équité sociale. Il y a un appel clair à développer une Europe sociale et à faire de l'économie sociale une réalité, remettant ainsi l'humain au centre des priorités.

#### ***Propositions :***

- Remettre l'humain au cœur des préoccupations et développer une Europe sociale ;
- Soutenir davantage les associations type Secours populaire, grâce à des subventions ;



- Taxer davantage les multinationales ;
- Œuvrer pour une harmonisation des salaires et du pouvoir d'achat en Europe ;
- Procéder à une harmonisation sociale.

### ***Une Europe plus forte sur la scène internationale***

La deuxième priorité jugée comme « très importante » par le plus grand nombre de répondants est une Europe plus forte sur la scène internationale. Elle est jugée comme « très importante » par 46 % des répondants, « importante » par 33 % des répondants et 9 % la jugent peu importante.

En ce qui concerne cette priorité, on remarque qu'elle est jugée « très importante » en particulier par les personnes des tranches d'âge les plus élevées. Elle arrive en tête des priorités chez les plus de 65 ans (55 % la considèrent « très importante » et seuls 5 % la considèrent « peu importante »). Chez les 25-35 ans en revanche, elle n'est considérée comme « très importante » que par 26 % des répondants et 17 % la considèrent comme « peu importante » (contre 15 % chez les moins de 25 ans).

On remarque que l'une des principales préoccupations des citoyens est que l'Union européenne ne parle pas encore d'une voix assez unie sur la scène internationale. Pourtant, face aux grandes puissances mondiales telles que les Etats-Unis, la Chine ou la Russie, il est jugé nécessaire que l'Union européenne prenne davantage de place sur la scène internationale. Elle constituerait l'échelle idéale pour servir de contrepoids face à ces grandes puissances, à condition d'arriver à être entendue comme une seule voix. Cette thématique recouvre aussi les questions liées à l'élargissement et aux traités commerciaux avec le reste du monde.

#### ***Propositions :***

- Développer une politique de défense européenne commune ;
- Mettre en place une armée européenne ;
- Trouver des méthodes pour diminuer la concurrence au sein de l'Union européenne et accroître sa compétitivité face aux autres grandes puissances mondiales ;
- Développer l'autonomie stratégique de l'Union européenne et réduire le nombre de traités de libre échange avec le reste du monde ;
- Renforcer l'intégration au sein de l'Union européenne avant de poursuivre l'élargissement ;
- Mettre fin aux négociations d'adhésion avec la Turquie ;





- Faire en sorte que l'Union européenne œuvre encore davantage pour un monde plus juste tout autour du globe.

### **Un pacte vert pour l'Europe**

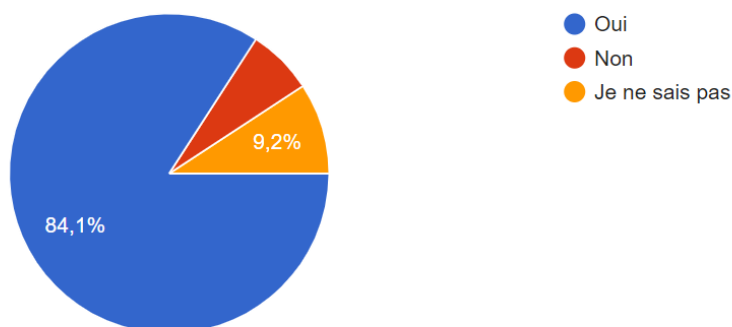
Le pacte vert est jugé comme « très important » par 43 % des répondants, « important » par 37 % des répondants et « peu important » par 8 % des répondants.

Cette priorité arrive en tête de celles ayant le plus haut taux de « très importants » chez les moins de 35 ans. Elle est considérée comme « très importante » par 54 % des moins de 25 ans et par 60 % des 25-35 ans. Chez les plus de 65 ans elle n'arrive qu'à la 4<sup>ème</sup> position des priorités ayant le plus de « très importants » (40 %).

Par ailleurs, nous avons demandé aux répondants s'ils considéraient que l'Union européenne devrait faire plus pour la transition écologique, ce à quoi, 84,1 % des personnes interrogées ont répondu par l'affirmative (6,7 % de « non »).

Pensez-vous que l'Union Européenne devrait faire plus pour la transition écologique ?

466 réponses



De nombreux citoyens considèrent que les actions de l'Union européenne ne reflètent pas sa volonté de mener une transition écologique. C'est notamment le cas par rapport à la transition numérique, jugée par certains comme étant contradictoire à la volonté de protéger l'environnement, comme cela sera indiqué dans la partie « une Europe adaptée à l'ère du numérique » avec notamment la question du développement de la 5G. Cette action nous a permis d'échanger avec des producteurs présents sur les marchés (maraichers, éleveurs, fleuristes...). Ils ont été nombreux à noter une contradiction entre la stratégie de l'Union européenne, à travers le pacte vert qui promeut une

La Maison de l'Europe en Mayenne - Europe Direct

38, rue Noémie Hamard - F-53000 LAVAL • Tél. : +33 (0)2 43 91 02 67

Email : [info@maison-europe-mayenne.eu](mailto:info@maison-europe-mayenne.eu) • [www.maison-europe-mayenne.eu](http://www.maison-europe-mayenne.eu)



Maison de l'Europe en Mayenne



@MaisonEurope53



Maison\_Europe\_Mayenne53





agriculture responsable et des circuits courts et la réalité lorsqu'il en vient aux aides de la PAC. En effet, celles-ci seraient encore trop subordonnées à l'aspect quantitatif des productions plus qu'à leur aspect qualitatif. C'est pourquoi, des producteurs respectant la terre ou passant au bio auraient plus de mal à obtenir des subventions que les agriculteurs « classiques ».

Par ailleurs, on observe un regret quant au manque d'unité à l'échelle européenne en matière de réglementation pour l'écologie : celles-ci seraient trop lentes à arriver. On remarque également une crainte que le pacte vert ne se transforme en « écolo business » au détriment des initiatives promouvant véritablement le respect de l'environnement.

*Propositions :*

- Développer l'offre de transports en commun et de mobilité douce ;
- Orienter les aides de la PAC pour soutenir et encourager les agriculteurs à passer au bio ;
- Pour aider le bio, renforcer les exigences concernant les OGM et les pesticides et soutenir les propositions de cultures alternatives pour une amélioration de notre mode de vie ;
- Renforcer la protection des animaux.

***Un nouvel élan pour la démocratie européenne***

En ce qui concerne la priorité « un nouvel élan pour la démocratie européenne », il y a autant de personnes interrogées qui considèrent celle-ci comme « très importante » que de personnes qui la considèrent comme « importante » (39 % dans les deux cas). Elle est jugée peu importante par 10 % des répondants.

Il semblerait que cette priorité soit plus importante pour les personnes des tranches d'âges les plus élevées comme « une Europe plus forte sur la scène internationale ». Il s'agit de la troisième priorité la plus importante pour les plus de 50 ans, après l'économie au service des personnes et l'Union européenne sur la scène internationale et avant le pacte vert. En revanche, chez les moins de 25 ans, il y a plus de personnes ayant répondu que cette priorité est « peu importante » (26 %) que de personnes ayant répondu qu'elle était « très importante » (24 % - et 39 % d'« important »).

De nombreux citoyens interrogés notent leur impression d'un manque démocratique au sein de l'Union européenne, comme cela sera explicité plus tard dans la partie sur la confiance des citoyens dans l'avenir de l'Union européenne. Il y a un appel récurrent à revoir le fonctionnement des institutions européennes, et en particulier les règles concernant la prise de décision à l'unanimité dans certains domaines. Cette règle conduit à un sentiment de dépendance face à certains Etats qui ont la capacité de bloquer des avancées majeures en Europe.





Par ailleurs, on remarque une certaine inquiétude face au faible taux de participation aux élections européennes qui témoignerait d'un désengagement et désintérêt de la population pour les questions européennes.

**Propositions :**

- Revoir le processus décisionnel européen afin de réduire la prise de décision à l'unanimité et augmenter la prise de décision à la majorité qualifiée ;
- Elire le Président de la Commission européenne au suffrage universel direct ;
- Mettre en place plus d'actions de démocratie directe ;
- Développer le vote par internet ;
- Renforcer la proximité des décideurs avec le terrain afin qu'ils fixent des normes réalistes ;
- Organiser plus de rencontres directes entre les personnes travaillant dans les institutions et les citoyens ;
- Renforcer l'information juste, compréhensible et accessible sur l'Union européenne ;
- Parler davantage d'Europe dans les écoles ;
- Mettre davantage en avant les avantages à faire partie d'une Europe solidaire et humaine et réduire la partie technocratique de l'Union européenne qui demande beaucoup d'énergie et d'argent.

**Promotion de notre mode de vie européen**

La plupart des répondants jugent cette priorité comme « importante » (43 % des répondants) sans qu'elle ne soit « très importante ». Seul un quart des répondants juge cette priorité comme « très importante » tandis que 19 % la jugent « peu importante ». Cette tendance se retrouve dans toutes les tranches d'âge (entre 37 % et 46 % d'« important » selon les tranches d'âge) avec quelques variations (de 30 % de « très important » chez les 50 à 65 ans à 27 % de « peu important » chez les 35 à 50 ans).

On constate un problème de compréhension de cette priorité de la Commission européenne. En effet, c'est celle qui a soulevé le plus de questions auprès des salariées de la Maison de l'Europe en Mayenne sur les stands tenus sur les marchés. Il semblerait qu'elle soit interprétée comme étant la volonté de l'Union européenne de promouvoir son modèle dans le reste du monde et non de promouvoir le mode de vie européen au sein de l'Union. On constate en effet que lorsque l'on



explique aux personnes ce que cette priorité signifie – protéger les citoyens de l'Union et promouvoir ses valeurs dans ses Etats membres, telles que l'état de droit, les droits fondamentaux, et la protection des consommateurs... - et lorsqu'elles prennent le temps de lire le panneau d'exposition correspondant, en général elles considèrent cela très important. En revanche, la plupart des répondants ne considèrent pas important le fait de promouvoir ce mode de vie européen hors d'Europe. Pourtant, c'est souvent de cette manière que la priorité est interprétée. Cela peut expliquer le fait que seul un quart des personnes ayant répondu la considère très importante, bien que la question de l'état de droit et des libertés fondamentales en Europe soient au cœur des préoccupations des citoyens. Ce point sera détaillé dans la partie suivante, qui concerne la confiance des citoyens dans l'avenir de l'Europe.

De plus, comme cela avait été indiqué dans l'exposition proposée aux citoyens, cette priorité englobe de nombreux domaines politiques tels que la santé ou les migrations. Les citoyens ont été interrogés sur ces deux derniers aspects, dans des questions indépendantes de l'évaluation des priorités. On remarque que ces domaines semblent très importants pour les citoyens.

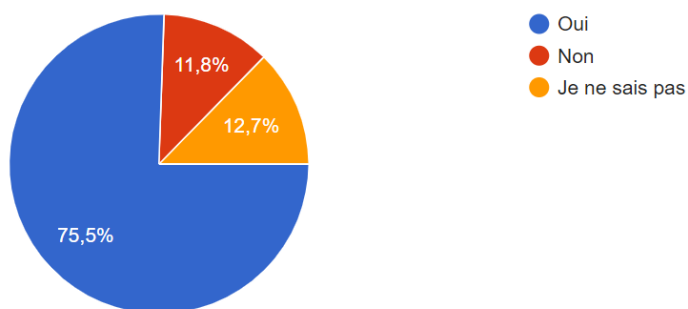
#### Propositions :

- Œuvrer à la résolution de clivages internes en engageant davantage d'échanges et de partenariats avec les autres Etats de l'Union en particulier ceux de l'Est ;
- Renforcer la coopération européenne en matière de droit et de justice ;
- Faire preuve de plus de fermeté face aux Etats de l'Union (Hongrie, Pologne...) recevant des subventions de l'Union européenne et n'en respectant pas ses valeurs.

#### Santé

L'Union Européenne n'a pas de compétence en matière de santé. Jugez-vous suite à la crise sanitaire qu'elle devrait en avoir ?

466 réponses





Les subtilités des compétences de l'Union européenne dans ce domaine n'ont pas été précisées afin de rendre la question plus compréhensible par les citoyens. Elle doit être comprise comme le souhait d'un renforcement de l'action commune en matière de santé. Trois quarts des répondants estiment que l'Union européenne devrait avoir des compétences en matière de santé, ce qui permettrait notamment une meilleure coordination et une harmonisation des prises en charge médicales.

**Propositions :**

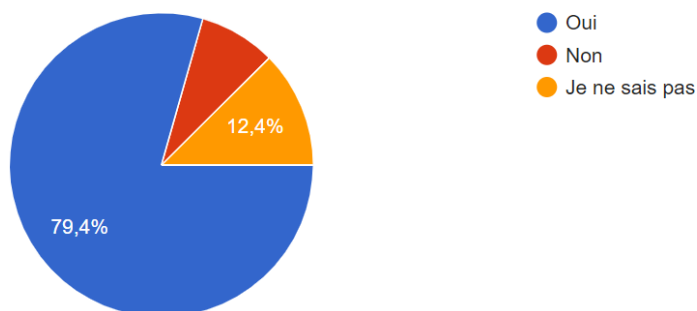
- Développer une politique de santé commune ;
- Donner davantage de compétences à l'Union européenne en matière de santé, notamment pour l'aide médicale aux personnes défavorisées ;
- Mettre en place un carnet de santé commun ;
- Développer un pacte européen sur la santé ;
- Assurer l'autosuffisance de l'Union européenne en approvisionnement en médicaments et matériel médical ;
- Harmoniser les normes de santé et d'accès à la santé.

**Migration**

Le pacte sur la migration et l'asile fait partie des thèmes politiques inclus dans la priorité « promotion de notre mode de vie européen ». 80 % des personnes interrogées estiment que l'Union européenne devrait faire preuve de plus de solidarité et de coopération face aux questions migratoires.

Pensez-vous que les pays de l'Union Européenne devraient faire preuve d'une plus grande solidarité et coordination face aux questions migratoires ?

466 réponses



La Maison de l'Europe en Mayenne - Europe Direct

38, rue Noémie Hamard - F-53000 LAVAL • Tél. : +33 (0)2 43 91 02 67  
Email : [info@maison-europe-mayenne.eu](mailto:info@maison-europe-mayenne.eu) • [www.maison-europe-mayenne.eu](http://www.maison-europe-mayenne.eu)



Maison de l'Europe en Mayenne



@MaisonEurope53



Maison\_Europe\_Mayenne53

## Une Europe adaptée à l'ère du numérique

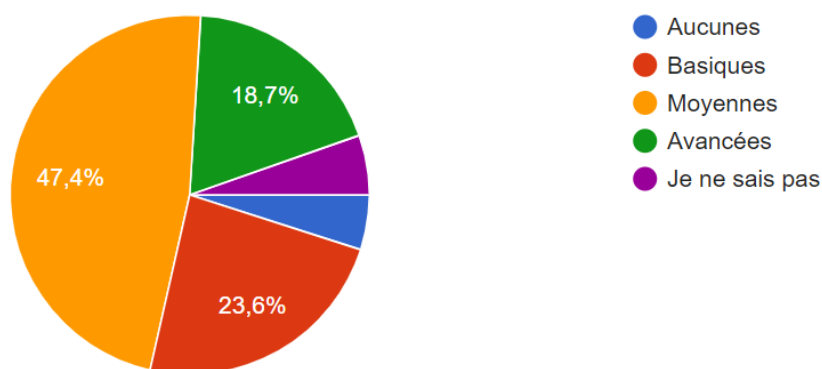
Enfin, la priorité « une Europe adaptée à l'ère du numérique » est jugée par la plupart des répondants comme simplement « importante » (49 %). On constate qu'il y a presque autant de personnes qui jugent cela « très important » (19%) que de personnes qui jugent cela « peu important » (17%), ce qui montre qu'il ne s'agit pas forcément d'une grande priorité pour les citoyens. C'est aussi la priorité sur laquelle il y a le plus d'incertitudes : 15 % n'ont pas d'opinion quant au fait que ce soit important ou non.

Cette tendance se retrouve aussi chez toutes les tranches d'âge. Toutefois, on remarque qu'elle est jugée « peu importante » par un taux plus élevé chez les personnes jeunes : 34 % chez les 25-35 ans et 33 % chez les moins de 25 ans. Ceux-ci ont grandi à l'ère du numérique, ont pour la plupart déjà des compétences en la matière et plébiscitent une Europe qui protège l'environnement plus qu'une Europe qui développe davantage le numérique et la technologie.

Le fait de développer les compétences numériques des citoyens fait partie des objectifs de la Commission européenne dans le cadre de cette priorité. 80 % des adultes devraient avoir des compétences informatiques d'ici 2030 selon ces objectifs. Voici comment les citoyens interrogés évaluent actuellement leur niveau de compétence informatique :

### Comment évalueriez-vous vos compétences informatiques ?

466 réponses

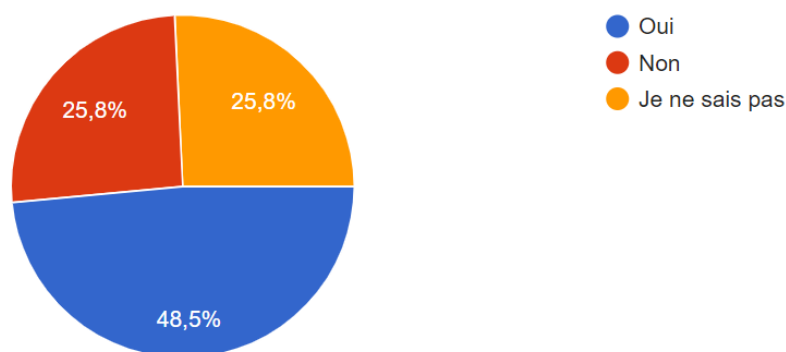


En matière de numérique, les citoyens ont également été interrogés sur le déploiement de la 5G en Europe, qui figure aussi parmi les objectifs fixés par la Commission européenne pour 2030.



Etes-vous favorable au déploiement de la 5G en Europe ?

466 réponses



On constate que ce sujet divise. Moins de la moitié des personnes interrogées est favorable à son déploiement, tandis qu'environ un quart est contre son déploiement et un quart exprime son incertitude. En dialoguant avec les citoyens on remarque une forte inquiétude vis-à-vis de l'impact environnemental de la 5G. Le déploiement de la 5G semblerait en opposition avec la volonté de mener une transition écologique. Or, comme on l'a vu précédemment, la majorité des citoyens considère que l'Union européenne devrait faire plus pour l'écologie. Par ailleurs, certaines zones rurales n'ont pas encore accès à la 4G. C'est pourquoi de nombreux citoyens estiment qu'un déploiement de la 4G dans toutes les zones européennes serait préférable au déploiement de la 5G, dont les zones urbaines seront probablement les premières bénéficiaires.

### **Autres thématiques et propositions**

Certaines thématiques sont revenues à plusieurs reprises dans les questionnaires. C'est notamment le cas de l'Europe fiscale qui est évoquée de manière récurrente. Voici également d'autres propositions :

#### **Propositions :**

- Créer l'Europe fiscale ;
- Harmoniser le permis de conduire européen : avec ou sans points et permettre des retraits de points dans tous les Etats si c'est la solution retenue ;
- Renforcer la place stratégique de la France dans l'Union ;
- Renforcer l'intégration entre les Etats membres ;
- Renforcer l'efficacité de l'Union dans certains domaines : travail, écologie, santé.



### ***Classement des priorités par tranche d'âge***

Voici pour chaque tranche d'âge le classement des priorités selon le taux de personnes les jugeant « très importantes » :

#### Moins de 25 ans

1. Pacte vert (54 %)
2. Economie au service des personnes (48%)
3. Une Europe plus forte sur la scène internationale (39 %)
4. Un nouvel élan pour la démocratie européenne (24 %)
5. Promotion de notre mode de vie européen (22 %)
6. Une Europe adaptée à l'ère du numérique (15 %)

#### 25 à 35 ans

1. Pacte vert (60 %)
2. Economie au service des personnes (51 %)
3. Un nouvel élan pour la démocratie européenne (37 %)
4. Promotion de notre mode de vie européen (28 %)
5. Une Europe plus forte sur la scène internationale (26 %)
6. Une Europe adaptée à l'ère du numérique (20 %)

#### 35 à 50 ans

1. Economie au service des personnes (60 %)
2. Pacte vert (44 %)
3. Une Europe plus forte sur la scène internationale (40 %)
3. Un nouvel élan pour la démocratie européenne (38 %)



6. Une Europe adaptée à l'ère du numérique (28 %)
4. Promotion de notre mode de vie européen (18 %)

#### 50 à 65 ans

1. Economie au service des personnes (50 %)
2. Une Europe plus forte sur la scène internationale (46 %)
3. Pacte vert (43 % et 36 % « d'important »)
4. Un nouvel élan pour la démocratie européenne (43 % et 34 % « d'important »)
5. Promotion de notre mode de vie européen (30 %)
6. Une Europe adaptée à l'ère du numérique (20 %)

#### Plus de 65 ans

2. Une Europe plus forte sur la scène internationale (55 %)
1. Economie au service des personnes (49 %)
4. Un nouvel élan pour la démocratie européenne (43 %)
3. Pacte vert (40 %)
5. Promotion de notre mode de vie européen (25 %)
6. Une Europe adaptée à l'ère du numérique (19 %)

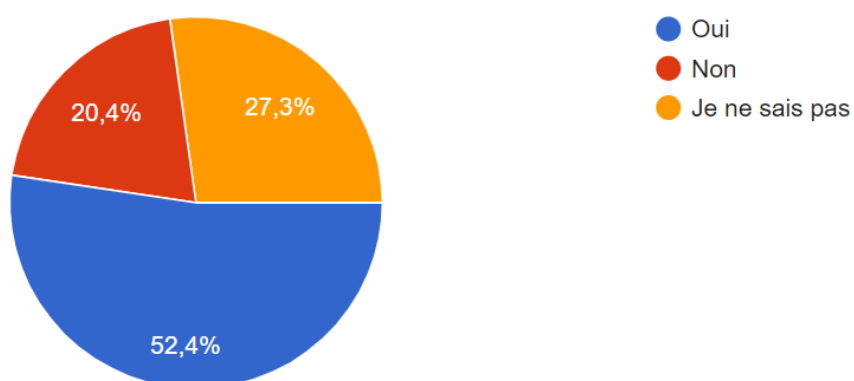


#### IV. Confiance dans l'avenir de l'Union européenne

Seul un peu plus de la moitié des personnes interrogées se dit confiante dans l'avenir de l'Union européenne, contre 62 % des personnes interrogées lors de l'action du 10 juillet. 20,4 % n'ont pas confiance en l'avenir de l'Union européenne et 27,3 % sont mitigés.

Globalement, êtes-vous confiant.e quant à l'avenir de l'UE ?

466 réponses



Les personnes qui ont **confiance** dans l'avenir de l'Union européenne constatent pour la plupart qu'il s'agit d'une force et que les Etats gagnent à être unis, notamment face aux grands défis actuels (géopolitiques, naturels...). Ils jugent que l'Union européenne est indispensable dans un monde globalisé, notamment comme contrepoids face aux autres grandes puissances et qu'elle constitue l'avenir. Ils constatent les avantages à être membre de l'Union européenne, notamment la stabilité qu'elle procure et le fait de vivre en paix. Parmi les autres avantages cités régulièrement, on retrouve le fait qu'elle garantit la liberté des citoyens, procure une sécurité démocratique face aux Etats autoritaires et garantit l'accès aux soins de santé pour tous.

Ils se disent confiants dans l'avenir de l'Union européenne car on commencerait à assister à une prise de conscience européenne de la part des citoyens, et notamment des jeunes générations. Celles-ci sembleraient plus enclines à un renforcement de la coopération et de l'intégration européenne. De plus, l'Union européenne avancerait doucement mais sûrement vers ses objectifs. Toutefois, certaines personnes regrettent que les avancées soient trop lentes et fassent souvent suite à des crises, comme le montre la pandémie actuelle.

Certains affirment avoir confiance dans les dirigeants et donc dans le futur de l'Union européenne.

Enfin, ils constatent la richesse apportée par la diversité culturelle en Europe.



Parmi ces personnes se disant confiantes dans l'avenir de l'Europe, certaines formulent tout de même des recommandations, telles que le fait d'être prudent suite au Brexit dans les relations avec les autres Etats membres, le fait de renforcer la solidarité entre les Etats membres, de revoir le fonctionnement de l'Union européenne pour le rendre plus proche des citoyens (voir propositions « démocratie »), et le fait de renforcer l'aspect social de l'Union européenne.

Parmi les personnes se sentant **mitigées** concernant l'avenir de l'Europe, on remarque qu'une grande proportion semble s'inquiéter du manque d'unité apparente entre les Etats membres. Du point de vue des citoyens, l'Union européenne semble peiner à parler d'une voix unie. On observerait notamment un clivage entre les Etats fondateurs de la construction européenne et les derniers entrants dans l'Union européenne. Les divergences politiques sur certaines thématiques entre les dirigeants européens, notamment en matière de droit des personnes LGBTI et d'immigration affaibliraient l'Union européenne. Le manque de sanctions face à certains Etats membres de plus en plus autoritaires renforcerait leur sentiment d'impunité, ébranlant la confiance des citoyens dans la capacité de l'Union européenne à réagir. On voit donc que les dérives autoritaires de certains des Etats membres sont au cœur des préoccupations des citoyens et que sous cet angle, les politiques couvertes par la thématique « promotion de notre mode de vie européen » semblent prioritaires pour les citoyens. On retrouve de manière très fréquente des inquiétudes face à la montée des nationalismes, du populisme, de l'euroscepticisme, des « égoïsmes nationaux » et face à un manque général de volonté politique de certains Etats membre de faire avancer l'Union européenne, avec cette question récurrente : « tiendra-t-elle le coup ? ». De plus, certains se questionnent sur le manque de fermeté de l'Union européenne envers le Royaume-Uni dans les négociations du Brexit, qui pourrait devenir un précédent.

D'autre part, certains citoyens soulèvent des problèmes, qui sont d'ailleurs abordés dans les six priorités de la Commission européenne. On retrouve tout d'abord le regret récurrent d'une réduction de l'idéal européen à la primauté d'un modèle économique. L'appel à une Europe plus sociale, inclusive (également envers les réfugiés) est le plus récurrent, ce qui coïncide avec le « classement » précédemment établi des priorités de la Commission européenne, où l'économie au service des personnes était la priorité jugée comme très importante par le plus grand nombre de citoyens. Comme cela avait été mentionné précédemment, le fonctionnement de l'Union européenne semble pour certains présenter un déficit démocratique et nombreuses sont les personnes qui appellent à une réforme du processus décisionnel. Le sentiment d'avoir à faire à une bureaucratie trop importante et à des institutions lointaines et peu lisibles renforce l'impression de manque démocratique. Enfin, le manque de cohérence entre les objectifs affichés et les actions de l'Union européenne sont aussi sources de préoccupations, comme le montre l'exemple du pacte vert et des aides de la PAC cité plus haut.

Enfin, certains citoyens ne souhaitent pas se prononcer sur l'avenir de l'Union européenne par manque d'informations, ce qui montre qu'un travail conséquent doit encore être fourni pour que tous les citoyens se sentent suffisamment informés sur l'Union européenne pour se sentir concernés.





En ce qui concerne les personnes ayant répondu **ne pas avoir confiance** dans l'avenir de l'Union européenne, on remarque deux tendances : celles qui, comme les personnes mitigées s'inquiètent de la capacité de l'Union européenne à résister aux défis auxquels elle fait face et celles qui rejettent l'Union européenne dans son état actuel.

Parmi les premières, on retrouve les mêmes préoccupations que citées précédemment : Union européenne ébranlée par le Brexit ; montée des nationalismes en Europe ; Union européenne qui peine à s'affirmer face aux grandes puissances mondiales comme la Chine ou les Etats-Unis ; manque d'unité et de solidarité entre les Etats membres ; mauvaise gestion de la crise migratoire ayant mené à un repli identitaire dans certains Etats membres ; importants clivages culturels, sociaux et économiques entre les Etats membres ; désaccords freinant la prise de décision ; manque d'intérêt pour l'Union européenne d'une grande partie de la population. La barrière linguistique est aussi revenue à plusieurs reprises : sans une langue commune à tous les Etats membres, l'Union ne serait pas viable. De plus, on observe un rejet de l'anglais comme lingua franca, accentué par la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Pour les deuxièmes, l'Union européenne, dans son fonctionnement et ses actions actuels ne leur convient pas. L'Union européenne ne reflèterait pas assez les intérêts de la population. Elle serait trop déconnectée de la réalité économique des citoyens. De plus, elle subirait trop de pressions de lobbies pour être démocratique. Par ailleurs, il faudrait respecter davantage la souveraineté des Etats et leurs particularités et ainsi éviter d'uniformiser les règles entre les Etats membres. Certaines personnes considèrent que le nombre d'Etats dans l'Union européenne est trop important pour qu'elle fonctionne. Enfin, certains considèrent que l'Union européenne a un impact négatif sur leur quotidien car elle entraînerait par exemple une diminution des services publics et utiliserait des fonds publics pour octroyer des subventions « inutiles ». Certains appellent même à quitter l'Union européenne, ne voyant pas son impact bénéfique dans leur quotidien. Sur ce dernier point, notre rôle, en tant que Maison de l'Europe et Europe Direct sera d'intensifier la communication sur les effets des subventions européennes dans le quotidien des citoyens du territoire mayennais afin de leur apporter plus de visibilité, ce que nous nous efforçons d'ores et déjà de faire au quotidien.





## Conclusion :

Cette action aura permis de montrer qu'il existe un sentiment d'appartenance européen plutôt élevé au sein de la population mayennaise. Malgré ce sentiment d'appartenance plutôt élevé, la confiance qu'ont les citoyens dans l'avenir de l'Union européenne est relative et nuancée par de nombreuses marques de frustrations et préoccupations de la part des citoyens. On constate que les priorités de la Commission européenne correspondent pour la plupart aux préoccupations des citoyens. Il y a un appel clair à une économie plus sociale, qui soit effectivement au service des personnes, à plus de démocratie, à une transition réellement écologique, à une Europe plus unie et plus forte face aux grandes puissances internationales mais aussi à une Union européenne qui défende ses valeurs et protège les citoyens. D'une manière générale, les citoyens semblent surtout appeler à un rapprochement des institutions de l'Union européenne avec les citoyens afin que l'unité européenne ne se fasse pas au détriment de la mise en place de solutions adaptées aux situations que peuvent vivre les citoyens au quotidien.

Enfin, on peut noter que 26,6 % des répondants ont souhaité s'abonner à la newsletter de la Maison de l'Europe en Mayenne. Cela signifie, pour ces 124 personnes, qu'elles pourront continuer à s'informer des actualités européennes et éventuellement participer à d'autres activités de l'association.





## Livre d'Or

« Super projet, stand très bien fourni, dynamique et accueillant ».

« Animateurs très accueillants. Belle visibilité sur le marché. Approche ludique pour les enfants ».

« Utile »

« Le stand est très bien aménagé, les gens sont très sympathiques. Nous avons été séduits par l'accroche sur le marché ce qui nous a donné envie d'en savoir plus ! Merci bel échange ».

« C'est bien de vouloir sensibiliser à l'UE et son avenir »

« C'est très bien le rapprochement avec les gens, et les renseignements, sur tout ce qui concerne l'Europe ».

« L'Europe est fragile, à vous de protéger les institutions et de les faire vivre ! Merci pour ce questionnaire ».

« Très important d'informer les citoyens sur les compétences et l'action de l'Europe. Et de prendre aussi l'avis des citoyens ».

« C'est important de proposer des informations pour que les Français cessent de critiquer l'Europe car ils ne connaissent pas toutes les aides qu'elle leur apporte au quotidien. J'ai connu les voyages en Europe avant le passage à l'Euro, les douanes, pas de carte de santé, téléphone très cher ».

La Maison de l'Europe en Mayenne - Europe Direct

38, rue Noémie Hamard - F-53000 LAVAL • Tél. : +33 (0)2 43 91 02 67  
Email : [info@maison-europe-mayenne.eu](mailto:info@maison-europe-mayenne.eu) • [www.maison-europe-mayenne.eu](http://www.maison-europe-mayenne.eu)



Maison de l'Europe en Mayenne



@MaisonEurope53



Maison\_Europe\_Mayenne53